



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 16/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAFRAN CERAMICS**

Rue Touban  
BP 90053  
33185 Le Haillan

Références : 26-228  
Code AIOT : 0003100223

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement SAFRAN CERAMICS implanté rue touban 33185 Le Haillan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFRAN CERAMICS

- rue touban 33185 Le Haillan
- Code AIOT : 0003100223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAFRAN CERAMICS est une filiale du groupe SAFRAN qui emploie une centaine de personnes.

L'activité principale du site est un centre de recherche R&T sur les composites thermostrostructuraux.

Le site est classées à déclaration pour plusieurs rubriques ICPE.

L'établissement est encadré par l'arrêté préfectoral spécial du 26 mai 2025 et les arrêtés ministériels relatifs aux rubriques ICPE.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article Annexe I, point 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité ( FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35	Sans objet
3	Détection Cl2	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I, point 4.3.1	Sans objet
5	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article Annexe I, point 2.10	Sans objet
6	Etat des stocks de produits	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article Annexe I, point 3.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	chimiques		
7	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I, point 2.12	Sans objet
8	Sprinklage bâtiment CI2	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats font apparaître des non-conformités pour lesquels l'exploitant devra apporter des éléments de réponse, notamment en ce qui concerne les capacités de rétention et le respect des conditions de stockage en lien avec les fiches de données de sécurité.

En outre, certains points, bien que conformes, appellent des remarques de la part de l'inspection des installations classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité ( FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'exploitant a eu accès sans problème particulier à l'ensemble des fiches de données de sécurité demandées par l'inspection.  En outre, il a précisé que ces fiches sont consultables par le personnel sur le logiciel intitulé SAFRAN-REACHING dans le cadre d'un intranet appelé "INSITE". Ces fiches restent accessibles depuis l'extérieur via des accès (VPN...) en cas de besoin.

Les fiches ne sont pas imprimées afin d'avoir accès exclusivement à la dernière version à jour.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

### **Prescription contrôlée :**

Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

### **Constats :**

#### Documents consultés :

- *fiche de données de sécurité du Propane éditée par la société BUTAGAZ, en date du 7 juillet 2025*
- *fiche de données de sécurité du Trichloro(méthyl)silane (BLUESIL MTCS 2000) éditée par la société ELKEM, en date du 19 janvier 2023,*
- *fiche de données de sécurité du Chlore éditée par la société AIR LIQUIDE, en date du 13 mars 2023,*
- *fiche de données de sécurité de l'Hydrogène éditée par la société AIR LIQUIDE, en date du 1er décembre 2022.*

L'exploitant a été en capacité de fournir les fiches de données de sécurité pour 4 produits présents sur site, le jour de la visite d'inspection.

#### **Point 1 : chlore**

En ce qui concerne le Chlore, ou plus précisément le dichlore (Cl<sub>2</sub>), celui-ci est stocké dans deux bouteilles B50 sous forme de gaz sous pression (49 kg), amarrées par des sangles, posées à la verticale, chacune sur une bascule afin d'avoir la masse du produit contenu en temps réel. Elles sont installées à l'intérieur d'une armoire fermée. En outre, cette armoire est équipée d'une détection (cf. : point suivant) et est présente dans une salle équipée d'un système de sprinklage. Enfin, il n'y a aucune élimination du produit qui est entièrement consommé dans le process. Une fois vidée, la bouteille contenant le dichlore est renvoyée au fournisseur, .

**Ce point n'amène pas de remarque.**

#### **Point 2 : trichloro(méthyl)silane (MTS)**

Le Trichloro(méthyl)silane est stocké dans deux cuves sous forme liquide. Les deux cuves sont contenues dans un bunker afin d'être séparé des autres stockages. L'exploitant dispose d'extincteurs et de moyens de lutte incendie à proximité ainsi que d'un ARI (Appareil Respiratoire d'Isolant) à proximité et à jour de ses vérifications (prochain contrôle en janvier 2027).

**Ce point n'amène pas de remarque.**

**Point 3 : hydrogène**

L'hydrogène est stocké sous forme gazeuse en bouteille sous pression à l'extérieur dans une aire isolée. Plusieurs extincteurs sont disponibles à proximité ainsi qu'un poteau incendie.

En ce qui concerne l'élimination du produit, elle est sans objet, car l'exploitant consomme entièrement le produit et les bouteilles sont renvoyées au fournisseurs une fois vidées.

Toutefois, la fiche de données de sécurité, notamment au niveau de la rubrique 7, indique que les bouteilles doivent être stockées à température inférieure à 50 °C.

Les bouteilles se trouvant à l'extérieur et exposées au rayonnement solaire, en cas d'épisode caniculaire qui sont de plus en plus fréquents en Gironde, cette température est potentiellement atteignable.

**Point 4 : propane**

Le propane est stocké dans une cuve de 10400 dm<sup>3</sup> sous forme liquide à l'extérieur des bâtiments dans une zone isolée. Des extincteurs sont disponibles à proximité ainsi qu'un poteau incendie. En ce qui concerne l'élimination, il n'y en pas, car le produit est consommée par le process (gaz propane). La cuve est suivie par la société BUTAGAZ qui en est le propriétaire.

Toutefois, la fiche de données de sécurité, notamment au niveau de la rubrique 7, indique de ne pas exposer les récipients contenant ce produit à une température supérieure à 50 °C.

La cuve se trouvant à l'extérieur et exposées au rayonnement solaire, en cas d'épisode caniculaire qui sont de plus en plus fréquents en Gironde, cette température est potentiellement atteignable, même si la taille de la cuve crée une certaine inertie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :****Point 3 : hydrogène**

L'exploitant pourra utilement rechercher des informations complémentaires concernant les données indiquées dans les fiches de données de sécurité et notamment en ce qui concerne les températures de stockage en se rapprochant, pour l'hydrogène, de la société Air Liquide et, pour le propane, de Butagaz.

En fonction des réponses obtenues auprès du fournisseur des bouteilles d'hydrogènes ou de la cuve, l'exploitant prend, le cas échéant, les dispositions nécessaires et en informe l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Détection Cl2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I, point 4.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification détection

**Prescription contrôlée :**

Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

[...].

Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications <b>tous les trois mois.</b> [...].
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Documents consultés:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rapport d'intervention de contrôle de la société Dräger pour le détecteur de gaz chlore, en date du 10 septembre 2025,</li> <li>- rapport d'intervention de contrôle de la société Dräger pour le détecteur de gaz chlore, en date du 3 février 2026.</li> </ul> <p>Les rapports d'intervention de la société Dräger, du 10 septembre 2025 et du 3 février 2026, indiquent que le matériel est conforme (contrôle et étalonnage). En outre, l'exploitant a précisé que les bouteilles sont vérifiées, au sens de l'arrêté ministériel, en permanence par l'APIS (automate de sécurité du process) qui dispose d'alarmes en cas d'éventuel problème détecté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article Annexe I, point 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout stockage constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres.</p> <p>Toute stockage comprenant des substances ou préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Les récipients fixes sont munis de jauge de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en condition normale.</p> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les fiches de données de sécurité consultées seuls le propane et le Trichloro(méthyl)silane sont éventuellement concernés par la nécessité de disposer d'une capacité de rétention.</p> <p>Les cuves de <i>Trichloro(méthyl)silane</i> sont équipées de rétention et d'après les informations</p>

fournies par l'exploitant, via mail du 25 février 2026, elles disposent d'un volume de 4000 litres pour un volume de liquide maximum présent dans les cuves de 2600 litres.

**Ce point, concernant le Trichloro(méthyl)silane, n'amène pas de remarques.**

En ce qui concerne le propane, la cuve n'est pas équipée de capacité de rétention. L'exploitant précise que dans le cas d'une fuite, le propane sous forme liquide au sein de la cuve se vaporiserait rapidement en cas de fuite.

La fiche de données de sécurité indique un point d'ébullition de - 43°C à 1 bar (proche de la pression atmosphérique de 1013 hPa). Toutefois, aucun taux d'évaporation n'apparaît au niveau de la fiche de données de sécurité qui indique "pas d'information disponible". Au niveau de la rubrique 8.1 de la fiche de données de sécurité, il est indiqué "empêcher le produit de pénétrer dans les égouts, les cours d'eau ou le sol".

En outre, d'après les données générales dont dispose l'inspection, il n'est pas exclu qu'en cas de fuite importante au niveau de la partie basse de la cuve, une flaque de propane liquide se forme.

Enfin, lors de la visite d'inspection inopinée, l'inspection a constaté que des capacités de rétention présentes à l'extérieur étaient pleines d'eau. L'exploitant a indiqué que cela ne pose pas de souci particulier, car ces capacités de rétention sont elles-mêmes sur rétention (cf. : photo).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant apporte les éléments démontrant qu'en cas de fuite importante dans la partie basse de la cuve de propane (fuite liquide), le propane ne peut pas pénétrer dans les égouts, les cours d'eau ou le sol, et qu'à ce titre la cuve de propane ne nécessite pas de capacité de rétention.

En ce qui concerne les rétentions pleines d'eau, l'exploitant procède à la vidange de celles-ci.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article Annexe I, point 2.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

**Prescription contrôlée :**

Arrêté ministériel du 13 juillet 1998, point 2.10, annexe I :

[...].



<p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Tous les stockages vus, lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, sont isolés entre eux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Etat des stocks de produits chimiques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article Annexe I, point 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site de SAFRAN CERAMICS est classé à déclaration pour plusieurs rubriques ICPE. Il apparaît que les quantités stockées sont faibles, en cohérence avec le classement ICPE.</p> <p>Les stockages vus lors de la visite d'inspection sont, soit des cuves pour le trichloro(méthyl)silane (MTS) et le propane, soit des bouteilles (dichlore et hydrogène). Pour ce qui est des cuves, leur nombre est connu par avance ainsi que le volume maximal de ces cuves.</p> <p>Pour la cuve de trichloro(méthyl)silane (MTS), la quantité exacte est connue en salle de contrôle et un suivi mensuel ponctuel est réalisé et tracé dans un tableur.</p> <p>Pour les deux bouteilles de dichlore, celles-ci sont sur des bascules, la quantité de dichlore présente est connue en temps réel au niveau du stockage (afficheurs dans les armoires) et un suivi mensuel ponctuel est également tracé dans un tableur.</p> <p>En ce qui concerne le propane, une cuve de 10 400 dm<sup>3</sup>, l'exploitant ne connaît pas en permanence la quantité restante, mais uniquement la capacité maximale de la cuve.</p>

Enfin, pour les bouteilles d'hydrogène, seules 4 cadres V18 (158 m3 pour chaque cadre) étaient présents. Le suivi est réalisé sur le critère de la pression présents de chaque couple de cadre qui baisse en fonction de la consommation de l'hydrogène.

L'exploitant est donc en capacité de donner à l'instant t un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. En outre, un état des stocks est réalisé mensuellement afin d'avoir une certaine traçabilité. Par ailleurs, la localisation des stockages correspond aux plans des stockages présentés qui précise la localisation de chaque produit, ainsi que la rubrique ICPE associée.

Pour certains produits, cet état des stocks n'est connu qu'en se déplaçant sur le site ou au niveau des stockages. En outre, lors de la visite d'inspection inopinée, l'état des stocks sous forme de tableur, n'a pas pu être présenté.

L'exploitant respecte la prescription en référence ci-dessus. Néanmoins, l'inspection des installations classées invite l'exploitant à mettre en place les mesures nécessaires afin que l'état des stocks réel des produits détenus soit accessible rapidement par tout le personnel et centralisé au niveau de l'accès au réseau. L'objectif étant qu'en cas d'incident/accident, les quantités exactes présentes soient disponibles pour les services d'incendie et de secours et non uniquement les quantités maximales autorisées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 7 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article Annexe I, point 2.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockages

##### **Prescription contrôlée :**

Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs.

Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.

##### **Constats :**

Le stockage de Chlore ou plus précisément le dichlore (Cl<sub>2</sub>) est constitué de deux bouteilles B50 sous forme de gaz sous pression (49 kg), amarrées par des sangles, posées à la verticale chacune sur une bascule afin d'avoir la masse du produit contenu en temps réel et présentes à l'intérieur d'une armoire fermée.

Ce stockage est présent au sein d'un bâtiment qui permet de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation ainsi que l'installation à une température inférieure à 50 °C.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Sprinklage bâtiment CI2**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique des équipements

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage.[...].

**Constats :**

Documents consultés:

- *compte-rendu de vérification périodique d'un système de sprinklers, en date du 28 avril 2025,*
- *fiche pour la visite semestrielle, en date du 29 octobre 2025, du système incendie.*

Lors de la visite d'inspection inopinée du 24 février 2026, l'inspection a constaté que la bâtiment où se trouve l'armoire contenant les bouteilles de chlore est équipée de sprinklage. L'exploitant a transmis, via mail du 24 février 2026, le compte-rendu de vérification périodique du système de sprinklage, en date du 28 avril 2025.

Ce compte-rendu n'indique pas de problème particuliers sur le système de sprinklage.

Toutefois, on pourra noter qu'il indique qu'il n'y a, ni d'huile moteur, ni de liquide de refroidissement en réserve. L'exploitant pourrait utilement prévoir un stock de sécurité sur ces produits.

**Type de suites proposées :** Sans suite